

COVID-19

Note de veille économique n°4

Semaine 15- 10 avril 2020



Cette synthèse résulte de la collecte d'informations de différentes sources, essentiellement celles des agents du réseau Chambres d'agriculture (APCA, CRANA et les CDA de la région), qui, avec leurs réseaux de correspondants dans les filières et les territoires, font un remarquable travail de collecte et de synthèse en temps réel.

Trois parties :

1. Messages forts
2. Synthèse par filière : Points essentiels et de vigilance
3. Pour aller plus loin : Eclairages et analyses

Guide de lecture des parties 1 et 2 :

- *Les éléments repris des notes précédentes, mais toujours d'actualité, sont en caractères italiques.*
- Ceux propres à cette semaine sont en caractères droits.

1 - Messages forts

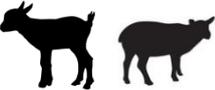
- La durée du confinement reste très incertaine, mais devrait s'étaler encore sur plusieurs semaines. Les modalités de sortie de la crise, et notamment les stratégies pour éviter une reprise de la pandémie, ne sont pas encore connues.
- Les échanges mondiaux et les marchés financiers sont perturbés et très instables.
- La dette publique explose partout dans le monde.
- Les "déséquilibres matières" sont de plus en plus vifs dans les filières animales et sont difficiles à gérer. Leur impact sur les cotations est de semaine en semaine plus avéré. Une partie de la Profession souhaite l'ouverture des dispositifs de stockage.
- Inquiétudes sur l'alimentation animale : pénurie de tourteaux de colza à venir et difficultés logistiques sur le soja.
- La crise et les changements de mode d'alimentation renforcent le manque de visibilité sur les marchés : la demande est en dents de scie et connaît des à-coups non compatibles avec l'organisation de la chaîne alimentaire.
- Des initiatives nombreuses : drives / ventes directes / livraisons / nouveaux marchés de plein vent plus réduits et uniquement alimentaires / dons / ... ont permis de dégager partiellement des marchés. La réponse des consommateurs est très positive. De nouvelles opportunités pour demain ?
- La majorité des cotations en production animale sont orientées à la baisse.
- En lait de vache, les prix à la production devraient baisser de - 30 à - 50 €/t. Les laiteries demandent aux producteurs de « modérer » leur production de - 3 % à - 5 % : le CNIEL finance une compensation maximum de 320 €/1 000 L sur le mois d'avril.
- En lait de chèvre, l'augmentation structurelle de la collecte de + 10 % en plein pic de lactation, combinée à la diminution d'activité des transformateurs (20 % d'absentéisme) et une baisse des débouchés, pose des problèmes cruciaux à la filière qui envisage de détruire du lait.
- A la veille de Pâques, la filière "palmipèdes gras" en grande difficulté.
- *Les messages d'appui aux producteurs du Ministre de l'agriculture et de la profession, relayés par les médias, ont porté leurs fruits et la demande est plus importante.*
- *La demande se diversifie et ne se limite plus aux produits non périssables.*
- De multiples plateformes autour de l'emploi agricole voient le jour.

2 - Synthèse par thème et filière : Points essentiels et de vigilance

 <p>CONTEXTE GENERAL</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Plus de la moitié de l'humanité est confinée pour encore au moins deux-trois mois : les modalités de « déconfinement » ne sont pas établies. ➤ En France, le chômage partiel touchait au 09/04/2020 628.000 entreprises et 6,9 millions de salariés, soit un tiers de l'emploi du secteur privé. Sur 3 mois, le coût pour les finances publiques dépasserait 50 milliards d'euros. Selon l'INSEE, l'activité économique a chuté d'un tiers depuis le 17 mars, début du confinement. ➤ L'UE annonce un plan massif de soutien aux entreprises et aux systèmes de santé (540 milliards d'euros). ➤ Malgré la perturbation des échanges internationaux et les problèmes logistiques, la chaîne alimentaire tient bon. ➤ La capitalisation boursière a fondu d'un quart depuis deux mois. ➤ Les monnaies des principaux pays exportateurs agricoles (Russie, Brésil, Ukraine...) décrochent, ce qui renforce la concurrence-prix sur les marchés internationaux. <p>Détails : Durée du confinement</p>
 <p>CHAINE ALIMENTAIRE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La crainte du droit de retrait dans les IAA, la distribution, les transports s'affirme un peu plus. ➤ Toujours un bras de fer dans certaines filières autour des tarifs de transport. ➤ Abattoirs : toujours confrontés à un manque de personnel et une perte de productivité avec la mise en œuvre des mesures barrières, ils doivent faire face à une activité erratique au gré des aléas de la demande qui l'est tout autant. ➤ Augmentation des arrêts "maladie" suite à confirmation d'infection et mise en quarantaine des collègues les plus proches. ➤ <i>Des tensions sur les approvisionnements en emballage, les achats UVCI (Unités de Vente Consommateurs Industrielles) / barquettes progressent toujours fortement (fermeture de nombreux rayons "détail" / "à la coupe").</i> ➤ La réouverture des marchés de plein vent ou couvert est très hétérogène selon les arrêtés préfectoraux et les communes. <p>Détails : Relations économiques et commerciales :</p>
 <p>BANQUE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuite de la mise en place des mesures d'accompagnements. <p>Détails : Banques :</p>
 <p>CONSOMMATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les achats de proximité se renforcent aux dépens des hypermarchés de périphérie. ➤ Certaines enseignes rouvrent leurs rayons alimentaires au détail, mais cela reste timide. ➤ Un sentiment de hausse des prix dans la population (pas de retour des instituts de suivi à ce jour – point à suivre) <p>Détails : Relations économiques et commerciales :</p>
 <p>MAIN D'ŒUVRE EXPLOITATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Beaucoup de sollicitations de candidats perdus par rapport à l'empilement des plateformes. ➤ Mécontentement de ces candidats déçus qu'il n'y ait pas de travail forcément immédiatement par rapport à l'appel de Didier GUILLAUME du 27 mars. ➤ Intervention de Christiane LAMBERT le 10 avril nuançant le besoin en main d'œuvre « Les besoins de cette "réserve de main-d'œuvre" sont actuellement concentrés "dans le Sud, là où les récoltes ont vraiment commencé : dans le Vaucluse, le Var, les Bouches-du-Rhône, l'Hérault mais aussi les Landes. » ➤ Des numéros uniques mis en place par les Pôles Emploi, les FNSEA, les Chambres d'agriculture. ➤ Globalement, constat en Nouvelle-Aquitaine d'un afflux de candidats mais pas de tension constatée pour l'heure. Des tensions à venir à partir de la mi-avril ?

 <p>HORTICULTURE ET PEPINIERE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Redémarrage des ventes en fonction des arrêtés préfectoraux (hétérogénéité sur la région). ➤ Développement de la vente en drive et en livraison. ➤ Distorsion forte avec les GMS et jardinerias qui bénéficient d'autorisations de vente plus larges que les producteurs détaillants. <p>Détails : Horticulture</p>
 <p>ASPERGE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Depuis le 21 mars l'asperge est déclarée en « crise conjoncturelle » par le RNM avec des prix anormalement bas. La production dans les Landes et dans le Blayais, plus précoce (début février) a subi la crise du COVID19 de plein fouet. ➤ Depuis 10 jours, la GMS et tous les modes de vente directe déployés assurent l'écoulement de la production. ➤ La hausse des prix de l'asperge de ces 10 derniers jours ne permet pas la sortie de crise conjoncturelle et ne rattrapera pas les pertes de prix et de volume de la 2ème quinzaine de mars. ➤ Le manque de main-d'œuvre se traduit par un report de production (débâchage) ou l'abandon de récolte. <p>Détails : Asperges (sources : RNM Agen /CDA40 & CDA33)</p>
 <p>FRAISE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sortie de la période de crise conjoncturelle depuis le 01 avril. ➤ Revirement de situation des consommateurs et de la GMS depuis 10 jours. <ul style="list-style-type: none"> • Pour la fraise Gariguette, essentiellement en Lot-et-Garonne, les cours se réajustent légèrement à la hausse du fait d'une demande présente (communication importante et efforts collectifs de soutien : GMS, consommateurs) et de volumes qui diminuent avec la baisse des températures. • La production de fraise en Dordogne est à son démarrage et les conditions climatiques ralentissent la production. Le pic de production est attendu dans 10 jours. ➤ La main d'œuvre non formée implique une baisse de rendement de 10% et des inquiétudes sur sa disponibilité en période de « dé confinement » (cf. article de « Reporterre ») <p>Détails : Fraises (sources : RNM Agen /CDA47 & CDA24)</p>
 <p>Légumes transformés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les implantations de Pois se sont déroulées normalement. Reste à savoir quelles seront les conditions de travail pour les saisonniers et équipes de récoltes. ➤ Les programmes de haricots verts semblent augmenter (plus de demande de surface de la part des industriels) dus à une augmentation de la consommation de conserves et surgelés.
 <p>Tomates</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Forte demande de la GMS sur les références grappe et tomate ronde avec mise en avant de la production française (sur toutes les références) ➤ Les volumes sont insuffisants. ➤ Les prix sont globalement bons pour l'ensemble des segments et les meilleurs sont pour la grappe. ➤ Pour les cultures en sol, les plantations se déroulent correctement et la majorité a été mise en place depuis mi-mars avec de bonnes reprises de plantes.
 <p>Salades</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En début de confinement, difficulté de maîtriser le commerce car les achats en magasin sont très irréguliers. Depuis cette semaine reprise d'un flux linéaire. ➤ En début de confinement, pour les variétés GMS, perte de 30% de volume non vendu. Depuis ce milieu de semaine, les cours sont en amélioration. La GMS a joué le jeu de la préférence française, ce qui a permis d'écouler de grosses quantités et aujourd'hui, il manque des volumes.

 <p>Arboriculture</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour les filières arbo (noix, pommes, prunes, châtaignes, kiwis,) l'impact de la crise COVID -19 reste, à ce jour, modéré (stocks d'approvisionnement en intrants et besoins limités...). ➤ Un questionnaire sur la venue de saisonniers pour l'éclaircissage manuel (pommes) dans 7 à 8 semaines. ➤ Une demande soutenue en GMS et sur les circuits courts. ➤ Reprise du trafic de poids lourds depuis 10 jours.
 <p>VITICULTURE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour les AOC, la crise sanitaire du COVID19 renforce la baisse de commercialisation enregistrée depuis 18 mois. <ul style="list-style-type: none"> • En mars, la baisse des transactions en vrac est de - 59 %. • Le marché serait saturé de l'équivalent de 1 million d'hl. Pour faire face à cela, la profession viticole (échelons national et régional) envisage de réaliser un règlement permettant d'ouvrir un contingent de distillation de crise. Ce règlement n'existe pas à ce jour, il doit entre-autre définir le prix du litre de vin distillé. ➤ Pour le Cognac, la très forte dynamique de la commercialisation est perturbée par des problèmes logistiques d'acheminement et de déchargement des expéditions à l'international (Etats-Unis et Chine en particulier). ➤ Détails : Viticulture
 <p>GRANDES CULTURES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Les marchés céréaliers sont relativement bien orientés, malgré la persistance de problèmes logistiques.</i> En France, la logistique s'améliore nettement, notamment dans le fret ferroviaire et les ports. ➤ Les exportations s'effectuent à un rythme dynamique. ➤ A l'importation, des difficultés pour sécuriser sur le moyen terme les livraisons de protéines végétales (soja...). ➤ La disponibilité en tourteaux de colza non OGM n'est plus garantie. La consommation des ménages est globalement ralentie, même si on observe d'importants reports sur la farine, les pâtes... ➤ Détails : Grandes cultures et alimentation animale

 <p>CHEVREUX ET AGNEAUX</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Une commercialisation très diverse selon les OP et les territoires pour la période pascale : certaines ont reçu des commandes massives au dernier moment, d'autres voient les bergeries de leurs adhérents toujours pleines. ➤ Des initiatives de commercialisation en directe pour désengorger le marché qui ont remporté un franc succès. ➤ La grande distribution a, le plus souvent, joué le jeu en retirant les produits d'import, mais ils reviendront tôt ou tard sur le marché. ➤ Le débouché "RHD" manque toujours fortement. ➤ Marché du chevreau très dégradé. Congélation de produits pour désengorger les ateliers d'engraissement. <p>Détails : Chevreaux et agneaux :</p>
 <p>BOVINS VIANDE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le marché du maigre se tient. Les expéditions retrouvent un rythme proche de la normale. L'Espagne reste toujours plus tendue. ➤ Très forte segmentation du marché sur les femelles : soit du "haut de gamme" pour les boucheries "détail" en proximité, soit du steak haché dont la demande explose. Entre les deux un "trou noir" pour les sujets hier destinés à la restauration. Leurs délais d'enlèvement augmentent et les cours baissent. ➤ L'activité d'abattage suit la courbe d'une vague, des baisses de volume de 30 % par rapport à la normale et de violents à-coups. ➤ Le marché du Jeune Bovin mâle est malmené en région avec des débouchés vers l'UE Sud-Est plus difficiles. Les stocks en ferme augmentent. ➤ Des craintes quant à l'encombrement du marché en raison de la future augmentation des réformes laitières. <p>Détails : Bovin Viande :</p>
 <p>PALMIPÈDES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Face à l'effondrement du marché depuis le début du confinement, la filière (Cifog) en appelle à la solidarité des grandes surfaces alimentaires pour mettre en avant leurs productions et à celle des consommateurs pour en acheter.
 <p>VOLAILLES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poulet : la demande en label est toujours dynamique. ➤ <i>Important déséquilibre matière en raison du transfert de consommation de la RHD vers le domicile.</i> ➤ Les filières des volailles plus festives (cailles / pintades / pigeons) sont en grande difficulté.
 <p>PORC</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les abattages enregistrent un repli sur les deux dernières semaines, la demande au détail, après un bon lors de la phase de stockage, s'amenuise. ➤ La filière "jambon de Bayonne" souffre des commandes en baisse de la part des salaisonniers (perspectives de baisse de consommation). <p>Détails : Porcs :</p>
 <p>LAITS</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La filière laitière (vache) ne rencontre pas de problèmes de pénuries de main d'œuvre (absentéisme entre 5 % et 15 %), mais plutôt des contraintes de logistique (transports essentiellement), mais aussi des difficultés d'approvisionnement en emballages. ➤ La collecte de lait de chèvre est globalement assurée. Les difficultés demeurent pour les producteurs fermiers qui manquent de débouchés, malgré la bonne santé des circuits courts. <p>Détails : Filières laitières</p>

3 - Pour aller plus loin : Eclairages et analyses

Durée du confinement

Avant que le Président de la République ne s'exprime lundi soir prochain (13/04), nous sommes d'ores et déjà sûrs que la durée du confinement se prolongera au moins 15 jours au-delà du 14/04 (déclaration d'Edouard Philippe à l'Assemblée Nationale le 07/04). Au vu des différents scénarios de « déconfinement » qui circulent, nous pensons que l'activité restera fortement perturbée au moins jusqu'à l'été, avec de nombreuses inconnues supplémentaires sur le calendrier de « déconfinement » des différents pays et régions, et des critères de « déconfinement » selon la sérologie, l'âge, le métier..., le tout dans l'objectif d'éviter ou de lisser une « deuxième vague » de contamination.

Le Premier ministre à l'Assemblée Nationale le 07/04 : « *Le déconfinement, ça n'est pas pour demain. Aujourd'hui c'est l'heure du confinement. Et l'heure du confinement va durer. Demain ou après-demain sont compliquées, parce que pour beaucoup d'entre elles, elles tiennent à des éléments, des réponses dont nous ne disposons pas encore. C'est la raison pour laquelle nous nous préparons. Se préparer, ça ne veut pas dire que c'est prêt. C'est travailler techniquement, scientifiquement, logistiquement pour être prêt le moment venu.* »

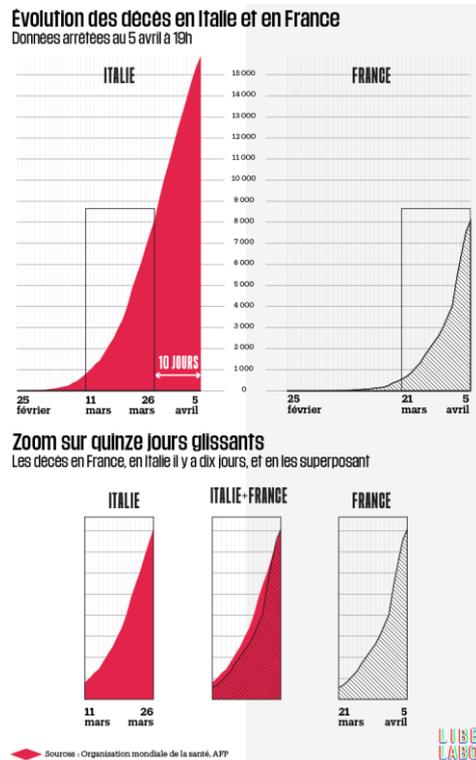
Le conseil scientifique ne donne plus d'échéance : « *La réflexion sur la sortie du confinement, les stratégies post-confinement sont nécessaires. La priorité demeure cependant la poursuite d'un confinement renforcé dans la durée. Il y a des marqueurs d'ordre sanitaire, sociétaux, et des éléments économiques. C'est un mélange très difficile. Le sanitaire a la priorité mais ce n'est pas le seul à être pris en compte. Tout va dépendre aussi du taux de tolérance de la population.* »

Le pic de l'épidémie n'est pas atteint (on parle maintenant de « plateau »), même si les entrées/sorties dans les services de réanimation deviennent négatives, ce qui est un signe encourageant de l'impact positif du confinement.

L'une des principales craintes en cas de déconfinement serait de voir l'épidémie repartir à la hausse, engorgeant à nouveau les services d'urgence et réduisant à néant les efforts effectués pendant plusieurs semaines. A ce stade, on évalue entre 10% et 15% la proportion de la population française qui a été en contact avec le virus, et qui est donc immunisée. Un niveau très en deçà du seuil de 60% à 70% à partir duquel l'immunité de groupe empêche la propagation d'une épidémie.

Les quelques études qui se sont penchées sur la durée nécessaire du confinement pour faire reculer l'épidémie ne sont guère rassurantes. Ainsi, une étude réalisée par le cabinet américain Boston Consulting Group prévoit pour la France un pic épidémique durant la troisième semaine de mai, et s'attend à une fin probable du confinement entre la mi-juin et la fin juillet (voir la diapositive 6) : https://lasillarotarm.blob.core.windows.net/docs/2020/04/04/bostonconsultinggroup_1.pdf

Selon les médias, l'Italie devrait prolonger le confinement strict au moins jusqu'au 3 mai : la France accusant un retard dans l'épidémie de 15 jours, comme le montre le graphique suivant, nous pouvons imaginer un mois de mai encore largement confiné en France.



Sources :

Vidéo synthétique –et bien faite- sur le sujet : <https://www.youtube.com/watch?v=MbYRpQW1x4Y>

https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-cinq-signes-qui-montrent-que-le-deconfinement-n-est-pas-pour-demain-ni-pour-apres-demain_3905169.html?fbclid=IwAR0wmLhsvIzprY1pPQJFzhoSU8_8_L-m94R9yEMgsX1ZYGuwPpGdrpg-3vg

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/04/07/les-enjeux-du-deconfinement-expliques-en-schemas_6035827_4355770.html?fbclid=IwAR1-ZQRVT5_CnTOc2iE6JcBP3kNUSsw1GNR54L1bSW3Y9OdnLT6JOvQYE6A

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/03/27/coronavirus-visualisez-les-pays-qui-ont-aplati-la-courbe-de-l-infection-et-ceux-qui-n-y-sont-pas-encore-parvenus_6034627_4355770.html

Activité économique générale

Plus de la moitié de l'humanité (4 milliards de personnes dans plus de 100 pays) reste confinée, selon des modalités très variables d'un pays à l'autre, ce qui rajoute une inconnue de taille sur la durée et les critères de « déconfinement ». Ces mesures ont un coût immense et des secteurs entiers de l'économie sont paralysés, les échanges commerciaux dégringolent, le chômage s'envole. Les organismes économiques internationaux n'hésitent pas à parler de « la plus profonde récession économique de notre existence », selon le patron de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ou des « pires conséquences économiques depuis la Grande Dépression » de 1929, selon la patronne du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva.

En France, près de 7 millions de salariés du privé (un tiers du total) sont en chômage partiel dans 628.000 entreprises (soit une dépense de plus de 50 milliards d'euros sur 3 mois).

Les plans de soutien pour préserver la machine économique n'ont jamais été aussi massifs dans l'histoire du capitalisme depuis le 19^{ème} siècle. L'Union européenne vient de trouver un accord le 09/04 pour un plan de soutien de 540 milliards d'euros. Il comporte trois éléments principaux : une ligne de crédits de 240 milliards d'euros via le mécanisme européen de stabilité pour les dépenses de santé ; 100 milliards d'euros pour les mesures de chômage partiel ; un fond de garantie permettant à la Banque européenne d'investissement de prêter jusqu'à 200 milliards aux entreprises. Les détails doivent être précisés ces prochains jours.

Prix du pétrole

Les pays de l'OPEP, emmenés par l'Arabie saoudite et la Russie, se sont mis d'accord jeudi pour réduire leur production d'environ 10 millions de barils par jour en mai et en juin, ce qui représente 10 % de la consommation mondiale avant la pandémie due au coronavirus. Seul le Mexique refuse pour le moment de prendre cet engagement. Pour mémoire, la plus importante baisse de ce type remonte à la crise financière de 2008, quand l'OPEP avait réduit son offre de 2,2 millions de barils par jour. La demande mondiale a baissé d'environ un tiers, et les stocks s'accumulent : les prix restent donc sous pression, en attendant la concrétisation de l'accord (le pétrole brent est à 32 \$/b le 10/04).

Marchés financiers

Les bourses : après avoir fondu d'un tiers en deux mois, les bourses mondiales se sont reprises après les annonces de soutien massif à l'économie dans les grands pays : elles en sont maintenant à une baisse d'un quart par rapport aux niveaux d'avant-crise.

Les marchés des changes : la parité euro-dollar fait du yoyo, mais en tendance, l'euro s'affaiblit, ce qui est favorable aux exportateurs européens. Bien que très instable, la parité de l'euro vis-à-vis de la livre sterling se maintient au même niveau qu'en 2019. Par contre, les monnaies de grands pays exportateurs (Russie, Brésil, Pologne) dévaluent, ce qui va peser sur les prix agricoles des grands marchés internationaux, mais aussi sur les prix alimentaires de ces pays, qui commencent à flamber.

Relations économiques et commerciales :

Suite aux annonces des grandes enseignes, celles-ci communiquent sur les mesures de soutien aux producteurs français. La majorité d'entre elles invitent leurs clients à donner la préférence aux produits d'origine "France".

Des filières très malmenées par la crise (lait / ovin) demandent aux enseignes ayant toujours en stock des produits d'import de ne pas les destiner immédiatement à la vente, voire de les donner à des opérateurs de RHD encore en activité afin de laisser la place aux références françaises.

Banques :

Après une première phase lors de laquelle la majorité des banques souhaitent engager des mesures de report d'échéances généralisées ainsi que des mises en place d'emprunts court terme sur une base forfaitaire (25 % du chiffre d'affaires mensuel "N-1") ; retournement de situation, avec souhait d'étude au cas par cas. Les conseillers prennent contact ou répondent aux sollicitations des agriculteurs et réalisent une étude fine de la situation. A l'instar de nos analyses, les banques font le constat de situation très diverses selon les filières, les territoires, les modes de débouché.

Les pauses sur prêt sont opérationnelles jusqu'à 6 mois (voire 1 an pour des emprunts annuels dans certaines banques).

Les prêts avec garantie de l'Etat peuvent être souscrits.

A ce jour, pas d'analyse globale de la situation sur l'ensemble des caisses.

Asperges (sources : RNM Agen /CDA40 & CDA33)

Sources : RNM Agen / /Réseau des CDAs

Crise conjoncturelle depuis vendredi 20/03 (semaine 12)

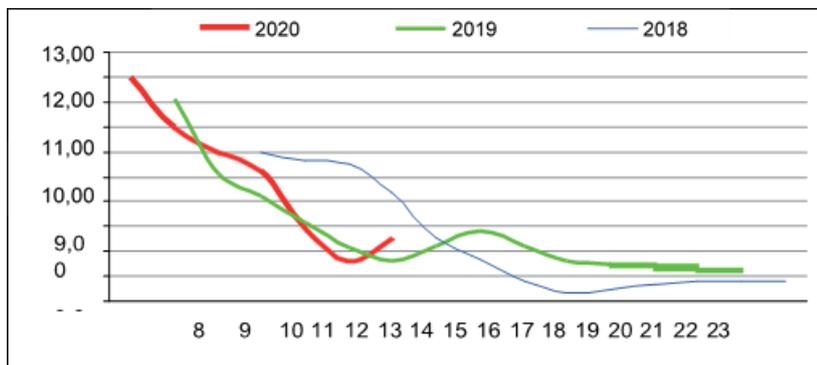
La production dans les Landes et dans le Blayais, plus précoce (début février) a subi la crise du COVID19 de plein fouet. Aujourd'hui, la GMS et tous les modes de vente directe déployés assurent l'écoulement de la production. Le manque de main-d'œuvre se traduit par un report de production (débâchage) ou l'abandon de récolte.

La hausse des prix de l'asperge de ces 10 derniers jours ne rattrapera pas les pertes de prix et de volume de la 2ème quinzaine de mars.

- Les asperges AOC « Asperge du Blayais » se vendent bien sur les différents marchés (vente directe et GMS). La mobilisation de tous se ressent toujours sur cette nouvelle semaine de confinement. La demande est toujours présente et la production maîtrisée à la mi-mars par des baisses de surfaces volontaires est sous tension en GMS (en prévision des fêtes de Pâques).
- Les asperges sous AOC « Asperges des sables des Landes » se vendent également de façon favorable en semaine 15. Les producteurs de la coopérative de Maïs Adour révèlent qu'au 09 avril il y a toujours 10 tonnes de produits qui ont dû être détruits et le volume manquant de produits pour les producteurs sur la semaine 14 s'élève à 250 tonnes, 25% des surfaces de production n'ont pas été récoltées.

	Asperges blanches + vertes
Nombre de producteurs	31
Surfaces productions (ha)	370
Surfaces pleines productions non récoltées (ha)	67
Surfaces jeunes plantations non récoltées (ha)	23
Volume manquant à la semaine 14 (T)	250
Destruction produits (T)	10
Coût station	+25%

- En Lot-et-Garonne, le pic de production est attendu vers mi-avril fin avril. Les producteurs sont tous des indépendants. Leurs débouchés sont assurés par la GMS, les drives aux consommateurs ou les livraisons à domicile. Le manque de main-d'œuvre se traduit par débâchage d'une partie



de leur production qui sera ainsi retardée et récoltée fin avril, début mai.

Asperge violette Sud-Ouest cat.I
16-22mm plateau (le kg)

Fraises (sources : RNM Agen /CDA47 & CDA24)

Sources : RNM Agen / Réseau des CDAs

La main d'œuvre non formée implique une baisse de rendement de 10% et des inquiétudes sur sa disponibilité en période de « dé confinement » (cf. article de « Reporterre »)

Lot-et-Garonne

La mobilisation de tous, consommateurs, GMS, professionnels permet un écoulement correct de la production de la fraise ronde et des Gariguettes.

L'AOP Fraise souligne que la concurrence espagnole a été volontairement limitée par la GMS : semaine 14, ¼ des volumes habituels étaient présents sur les étals.

La gestion du manque de main d'œuvre aura un impact dans les 15 jours à venir au moment de la levée des récoltes, en particulier en itinéraire froid hors sol et sol. Des salariés saisonniers portugais habitués ont pu se déplacer pour travailler.

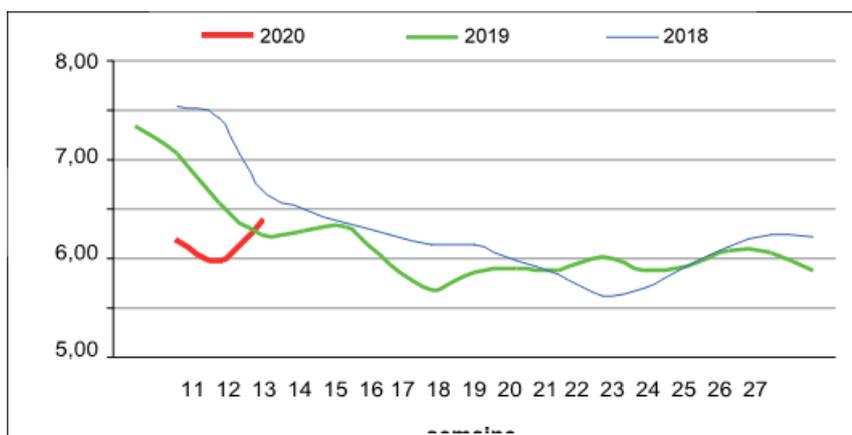
Les prix sont remontés (avec des variations selon les circuits de distribution).

Dordogne

Les volumes de production sont limités (le pic de production est attendu dans les deux semaines à venir) et sont écoulés correctement.

Le manque de main-d'œuvre n'empêche pas à ce jour la récolte. Dans la perspective du pic de production, les producteurs qui ne pourront pas compléter leurs équipes limiteront la récolte et arrêteront certaines parcelles.

D'autres soucis commencent à apparaître, notamment concernant certaines fournitures comme la disponibilité en auxiliaires pour la PBI (Protection Biologique Intégrée), chez certains fournisseurs.



Fraise standard Sud-Ouest cat.I
barq.500g (le kg)

Source : RNM Agen

Kiwis

Sources : RNM Agen / Réseau des CDAs

La commercialisation reste dynamique, le kiwi est assimilé à un produit vitaminé et donc protecteur du virus !

Les prix sont soutenus.

Dans les Landes, le besoin en main d'œuvre pour l'éclaircissage estimé à 250 personnes a été comblé avec quasiment que des salariés locaux (800 candidats recensés par l'ANEFA).

Horticulture et Pépinière

Les assouplissements quant à la vente des plants de légumes et fruitiers accordés par les Préfets sont disparates selon les départements de Nouvelle-Aquitaine. A minima, les formules "drive" ou en livraison à domicile et en points relais se mettent en place. Point positif, beaucoup d'établissements développent de nouveaux modèles de mise en marché, principalement au travers de sites internet et de systèmes de commande par téléphone, aujourd'hui en place, ils devraient perdurer une fois la crise passée. Si cela peut constituer un palliatif, l'ensemble de la Profession relève une baisse très sensible du chiffre d'affaires. Ainsi, des bandes de production initialement destinées soit à la vente directe, soit en demi-gros chez des revendeurs ou fleuristes, qui n'ont pas pu trouver preneur à temps sont détruites. En parallèle, les professionnels n'acceptent pas la distorsion de concurrence avec les GMS, qui n'ont jamais fermé leurs linéaires "jardin", et depuis quelques jours face aux grandes enseignes de jardinerie qui rouvrent l'ensemble de leurs rayons à la clientèle à la faveur de l'annonce : "L'ouverture des jardinerie qui vendent de la nourriture pour animaux peuvent proposer à la vente l'ensemble des produits du magasin... sans pour autant que le décret du 23 mars 2020 doive être modifié". Tandis que la saison "jardin" bat son plein dopée par une météo favorable, cette situation est difficile à supporter. Parlementaires et Préfets sont interpellés par les producteurs sur la base d'un courrier type proposé par le syndicalisme régional ou national. Des demandes de soutiens spécifiques aux producteurs de la filière se font jour sur la région.

Grandes cultures et alimentation animale

Pour faire face à la désorganisation du fret ferré et ses conséquences sur le transport des céréales, l'ensemble des acteurs concernés se sont rapidement mobilisés : au 08.04.20, la logistique ferroviaire est en nette amélioration avec quelques points de vigilance sur la circulation des trains lors du long week-end de Pâques et les éventuelles conséquences de la chaleur sur l'état du réseau.

Des procédures spécifiques relatives à l'accueil des chauffeurs ont été mises en place dans les entreprises de la filière, comme les mesures sanitaires, la dématérialisation des documents commerciaux. Le plus gros problème rencontré par les entreprises de la filière est l'absence de fret retour en raison de l'arrêt d'activité des carrières et du secteur du bâtiment, ce qui a pour conséquence des surcoûts de retour à vide importants.

Les chargements dans les ports français s'effectuent à un rythme très dynamique. Les gros acheteurs étatiques de blé français se sont inquiétés de l'impact de la crise sur la logistique au départ de la France ; il leur a été expliqué que la chaîne alimentaire était parmi les secteurs

d'activités prioritaires et que l'on ne constatait pas de dysfonctionnement significatif dans les ports français.

Les mesures restreignant l'activité économique dans le reste du monde sont susceptibles de compliquer et de renchérir les importations de matières riches en protéines nécessaires aux fabricants d'aliment du bétail.

A cette date, tous les secteurs de la filière céréalière ne disposent pas de données précises quant à l'évolution des achats et de la consommation de produits céréaliers. Néanmoins, apparaît une grande hétérogénéité dans les tendances. Ainsi, la demande de pâtes alimentaires est très élevée depuis la semaine qui a précédé le confinement pour atteindre un pic de + 196 % la semaine du 9 au 15 mars. Il en est de même pour la consommation de riz, +160 % la même semaine et pour la farine en sachets qui a connu une hausse de la demande de 206 %. Néanmoins, cette augmentation est à relativiser car le marché du sachet de farine ne représente qu'environ 5% du marché national. De façon générale, la consommation est ralentie en raison du confinement des ménages.

Filières laitières

Lait de vache : la filière est confrontée à une contraction de la demande, imputable à la fermeture des établissements de RHD/RHF, à la fermeture des marchés de plein vent, et à une réorientation de la demande des ménages sur les produits de première nécessité (beurre, crème, lait liquide et fromages ingrédients), au détriment de produits comme les fromages à la coupe (les AOP étant particulièrement exposées).

La filière laitière ne rencontre pas de problèmes de pénuries de main d'œuvre (absentéisme entre 5 % et 15 %), mais plutôt des contraintes de logistique (transports essentiellement), mais aussi à des difficultés d'approvisionnement en emballages. Les pénuries de conteneurs, qui furent jusque-là bloqués dans les ports chinois, semblent s'atténuer avec la reprise de l'activité en Chine.

Il en découle que les cours des produits laitiers sont orientés à la baisse, en beurre, en poudre, et en fromages. La question de l'activation des aides au stockage privé, de la réduction de la production conditionnée par le versement d'aides, est désormais posée (OCM unique et article 222 notamment), et ce d'autant plus que les éleveurs arrivent à la période de pic printanier. En l'espace de deux semaines, le prix de la poudre de lait écrémé a diminué de 300 €/t.

Lait de chèvre : La filière caprine est confrontée à des pertes de marchés importantes et brutales ; fermeture des établissements scolaires, puis de la restauration hors foyer, fermeture des marchés alimentaires, baisse des ventes à l'export. Les volumes de ventes sont en chute libre dans la grande distribution, en particulier sur le segment haut de gamme (AOP, fromages au rayon coupe, fromages fermiers).

Le taux d'absentéisme dans les entreprises de transformation est de l'ordre de 20 % en moyenne, auquel s'ajoute un ralentissement considérable des cadences des chaînes de production lié à l'observation stricte des consignes gouvernementales de sécurité. Il en résulte une baisse des capacités de fabrication des sites de production de 20 % à 25 %. A ce jour, la collecte est globalement assurée.

Porcs :

Après une nette progression des achats au détail lors de la phase de stockage en semaines 11 et 12, la demande des particuliers se tasse de nouveau sur ces derniers jours. Elle ne compense pas l'effondrement du débouché de la restauration hors domicile ou commerciale. Ainsi, les abattages sont en réduction d'une part en raison du manque de visibilité de l'aval, d'autre part puisqu'ils sont impactés par la baisse de productivité des chaînes (manque de main d'œuvre et mise en place des mesures "barrières"). L'activité export reste toujours handicapée par des soucis logistiques qui perdurent (disponibilité des containers réfrigérés). De même, le bras de fer avec les transporteurs est toujours d'actualité, ces derniers souhaitant reporter l'augmentation de leurs frais induits par un accroissement des voyages "non pleins" voire "à vide".

Dans ce contexte, les cours poursuivent leur lente dégradation. La zone "Sud-Ouest", avec le produit "Jambon de Bayonne", ressent nettement le ralentissement des commandes par les salaisonniers. Ils anticipent les conséquences du resserrement des achats vers les produits de grande consommation (PGC) et de la baisse des opérations promotionnelles organisées par les GMS. Reste à savoir quel sera l'impact sur l'équilibre matière de la montée en puissance des achats pour grillade avec l'approche de l'été

Bovin Viande :

Bovins maigres : la majorité des opérateurs travaillant à l'export font remonter une reprise d'activité proche de la normale sur cette semaine. La demande italienne reste ferme et toujours orientée sur des animaux de qualité. La destination espagnole est encore affectée par un encombrement des unités d'engraissement (expéditions en baisse de 20 % à l'échelle nationale (source : IDELE)), toutefois les expéditeurs les plus proches géographiquement (Pyrénées Atlantiques) semblent encore tirer leur épingle du jeu. La satisfaction des exigences en termes de vaccination FCO est toujours un peu plus discriminante. La baisse des capacités d'analyse "PCR" des laboratoires renforce le handicap du "non vacciné" à l'export. Les craintes majeures se concentrent toujours sur le maintien de la chaîne logistique, le "droit de retrait" des chauffeurs constituant une épée de Damoclès au-dessus du niveau d'activité des transporteurs. En ce qui concerne les mises en place dans les unités d'engraissement de la région ou de sa périphérie, l'attente est de mise compte tenu du manque de visibilité sur le marché du JB (cf. ci-dessous) et des disponibilités fourragères (stocks de report faibles et craintes quant aux récoltes des céréales d'hiver (faible emblavement suite aux excès d'eau) ou d'herbe et fourrages futures face au défaut de précipitations sur les dernières semaines.

Bovins finis :

Le marché du JB est impacté par la dégradation de la demande transalpine, qui se reconcentre sur sa production nationale, et la baisse de la consommation en Grèce en raison de la période du Carême. Il est donc difficile de revaloriser les pièces les plus nobles, notamment en raison de l'effacement du débouché de la restauration hors domicile ou commerciale. Sur le marché français, c'est le niveau de consommation sur la période du Ramadan qui sera scruté. Ainsi, la cotation des Jeunes Bovins s'affiche en retrait de 0,1 € par rapport à 2019 sur la même période mais a surtout perdu les gains observés et tant attendus de la fin d'année en reculant de 0,2 €. Les stocks en ferme

sur Nouvelle-Aquitaine sont en moyenne de 3 semaines d'avance, sensiblement supérieurs à ceux constatés dans d'autres régions.

Le marché des génisses ne semble pas trop souffrir à partir du moment où les animaux correspondent bien aux exigences de qualité des détaillants. Dans le cas contraire, sujets trop légers et trop vieux, les cours sont très dégradés et les délais d'enlèvement sont encore un peu plus importants.

Il en est de même pour les vaches. La baisse des abattages peut être forte (jusqu'à -30 %) avec un phénomène de vagues et d'à-coups difficiles à gérer. Les animaux jusqu'alors destinés à la restauration ne voient toujours pas de réel débouché se mettre en place. De même, le faible nombre de rayons "boucherie traditionnelle" restés ouverts affecte la dynamique d'achat des produits "label". Ainsi, deux segments s'affirment, d'un côté le "haché" (+24 % en frais ; +60 % en surgelé, sur les semaines 9 à 13 – source : IDELE), à même d'absorber des volumes supplémentaires mais à bas prix pour les producteurs, de l'autre, celui des boucheries "détail" de quartier dont l'activité se conforte, en raison de l'appétence des consommateurs pour des approvisionnements au plus près de leur domicile (les hyper marchés de périphérie souffrent d'une nette baisse de fréquentation). Mais les volumes concernés restent limités et concernent des animaux "haut de gamme" (constat identique en veau de lait sous la mère). Nos marchés des races estampillées "label", "Limousine" et "Blonde" majoritaires en volume, sont particulièrement concernés.

Globalement, les prix sont donc orientés à la baisse avec un coup de boutoir consécutif à la valorisation catastrophique du cinquième quartier, notamment les cuirs frappés de plein fouet par l'arrêt d'activité des tanneries.

Les objectifs de réduction de la production en bovin lait font craindre la progression des réformes laitières qui vont venir encombrer un marché déjà saturé.

Chevreaux et agneaux :

Cette semaine précédant le week-end pascal a été marquée, pour certaines organisations de producteurs régionales, par un brutal retournement de situation. Confrontées, depuis plusieurs semaines, à une absence de précommande puis de commande et donc de visibilité quant aux débouchés d'un produit très saisonnier ne pouvant souffrir un décalage de vente. Beaucoup avaient invité leurs producteurs à d'une part rationner les agneaux afin d'en étaler les sorties, d'autre part à écouler une partie de leur production via des ventes en directe aux consommateurs organisées ou non par les structures de collecte et de première transformation. Ces opérations ont pour la plupart rencontré un vif succès. En parallèle, une majeure partie des GMS (mais pas toutes, loin s'en faut, cf. réaction de la présidente de la FNO) ont répondu positivement, mais tardivement, à la demande de l'amont de la filière de retirer des linéaires les morceaux d'import en les stockant (NB : ces volumes seront libérés à terme, et viendront peser sur le marché dans les mois à venir). Ainsi, les gros acheteurs habituels pour cette période, GMS et détaillants, ont donc passé leurs commandes qu'en toute fin de semaine "14" et début de la "15". Puisque le marché de l'agneau est structurellement restreint (pour mémoire la production française ne couvre qu'un peu moins de la moitié de la consommation indigène), beaucoup d'opérateurs ont éprouvé des difficultés à honorer les commandes, recherchant des agneaux prêts à abattre et demandant au maillon de l'abattage de traiter, en peu de temps, des volumes conséquents tandis que sa productivité est affectée par la

crise. Attention, toutes les filières du territoire n'ont pas forcément connu cette évolution et de nombreux agneaux restent encore en ferme. Des filières "label" seront très loin de réaliser leurs ventes habituelles. Les agneaux de la filière "ovin lait" ont également très peu trouvé preneur. L'arrêt du débouché en restauration hors domicile ou commerciale pèse toujours.

Si pour certains éleveurs, les sorties d'agneaux ont pu être presque complètes, les tarifs ont été dégradés. La cotation sur la base de laquelle les négociations ont pu être conduites dans ces derniers jours avait été sous pression du blocage des marchés. On enregistre des baisses de prix de 30 à 40 € par tête dans des filières qualité.

Le marché du chevreau reste dégradé avec des cours toujours anormalement bas à la veille des festivités religieuses et du printemps. Les abattages se poursuivent grâce à la congélation et permettent d'enlever les chevreaux naissants et donc le remplissage des ateliers d'engraissement, sans pour autant assurer leur rentabilité. La perte de valeur marchande oscille entre 5 et 7€/chevreau. [...] Le marché des chèvres de réforme est quasi inexistant. Il ne permet donc pas actuellement d'assurer l'enlèvement des chèvres de réforme qui pourraient être plus nombreuses par les incitations à diminuer la production de lait. (Source : O Pagnot – CDA 86).

Volailles de chair :

Les difficultés quant à l'organisation de la production (prélèvements sanitaires / ramassage / ...) ont été rapidement contournées.

En poulet "label", le marché est toujours dynamique avec une demande qui se maintient dans la distribution et des rôtisseries dont l'activité reprend. Toutefois, la grande distribution n'offre que peu de visibilité sur les commandes (normalement il est nécessaire qu'elle soit à 2-3 mois) ce qui pose des soucis en termes de programmation des mises en place. La filière craint une prorogation du confinement.

Les segments du poulet "standard" et "certifiés" souffrent toujours de la fermeture de la RHD.

Les filières des volailles plus festives (cailles / pintades / pigeons) sont en grande difficulté, en raison d'une très forte baisse de la demande, tant dans les ventes au détail que suite à la fermeture des restaurants.

Palmipèdes gras :

La filière est violemment secouée, une nouvelle fois, comme elle avait pu l'être par le passé lors des épidémies de grippe aviaire. 60% des débouchés sont fermés : restauration ; circuits courts ; marchés ; détaillants, salons... Les PME et producteurs ont vu leurs ventes, tous produits confondus, fondre d'environ 30 % depuis le début du confinement. 100.000 emplois sont menacés.

La grande distribution se montre réactive, et s'emploie à élargir l'offre dans les Drive, notamment. La vente en ligne, les plateformes de contacts et les livraisons à domicile se développent, mais restent marginales. Il ne manque plus que la consommation. La filière en appelle à la solidarité de la grande distribution lors des fêtes pascales :

<https://lefoiegras.fr/actualites/coronavirus-le-cifog-en-appelle-a-la-solidarite-de-la-distribution>

**Bertrand DUMAS - Frank MICHEL –
Anne-Marie MORENO - Christine NAVAILLES - ARGENTAA**
*Equipe régionale « Economie Prospective »
de la Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle Aquitaine*

*Les informations, données et analyses retranscrites dans cette note
peuvent être mentionnées et utilisées par des tiers
sous réserve de mention de la source
"Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle-Aquitaine"*